
Introduction de Gilbert Garrel

« Le pacifisme syndical »

Pour introduire nos travaux, j'ai fait le choix de me centrer cette sur un sujet qui marque l'actualité depuis des mois et même des années, avec une accentuation dans la dernière période, et de l'inscrire dans l'histoire du syndicalisme. Le thème qui a guidé ma réflexion pour cette introduction est celui du « pacifisme syndical ».

Qu'il s'agisse de la guerre russo-ukrainienne ou de celle menée par l'armée israélienne à Gaza qui s'est étendue au Liban, en Iran, au Yémen, en Syrie et récemment au Qatar, nous sommes dans une situation internationale très belliciste. Les conflits armés que je viens de citer ne sont que la partie visible de l'iceberg du fait de leur médiatisation. Dans les faits, ce sont des dizaines de lieux dans le monde où les populations vivent l'horreur de la guerre. La planète a connu en 2024 le nombre de conflits armés le plus élevé depuis 1946. L'an dernier, 61 conflits ont été enregistrés dans le monde, répartis entre 36 pays, certains étant déchirés par plusieurs conflits simultanément. C'est ce que montre le rapport réalisé par l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo.

Et dans ce contexte, le discours aux armées prononcé par Macron à l'Hôtel de Brienne le 13 juillet dernier nous éclaire sur ses visées guerrières.

Dans ce fameux discours où il se place une fois encore en chef de guerre, Macron a prononcé cette phrase qui en dit long sur sa vision du monde : « Pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant. »

En de telles circonstances, il semble évident que la CGT s'inscrive dans une dynamique mobilisatrice pour combattre les vellétés guerrières de nos dirigeants politiques et notamment du premier d'entre eux. Mais nous devons en convenir, si la CGT n'a pas hésité à être à l'initiative ou partie prenante de manifestations appelant à la paix à Gaza, si elle a dénoncé le génocide dirigé par Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite, la mobilisation n'a jamais été au niveau espéré. Il n'y a pas eu de tentative de grève sur le sujet de la paix car les salariés, y compris les syndiqués, n'étaient certainement pas disposés à placer le combat pour la paix à ce niveau-là. Si l'on creuse un peu, nous mesurons qu'il y a même aujourd'hui une tendance à contester le fait qu'une organisation syndicale soit légitime à appeler à l'action sur une telle thématique. Et concernant l'Ukraine, il n'y a pas eu réellement de dynamique syndicale appelant à trouver le chemin de la paix.

Le rôle de l'AIT

Alors, cela incite à porter le regard sur l'histoire du mouvement ouvrier et de la CGT, pour savoir si le pacifisme syndical a été plus facile à construire dans le passé ou si, comme aujourd'hui, la CGT a été confrontée à des difficultés lorsqu'elle a appelé à agir pour la paix.

Si l'on part de l'AIT, première Internationale ouvrière fondée en 1864, la lutte pour l'affranchissement des travailleurs a été liée dès l'origine à la lutte contre « les politiques étrangères qui font couler le sang du peuple et dilapident son bien ». Les congrès fondateurs appelaient les ouvriers à répondre à la guerre par la grève. Nous le savons aussi, il y a la théorie et la pratique, car lorsque l'Empire français déclare la guerre au Royaume de Prusse le 19 juillet 1870, l'appel à l'union des travailleurs contre la guerre trouve un écho très limité dans les pays concernés. L'antimilitarisme qui était au fondement du mouvement ouvrier peine à se frayer un chemin et il faudra attendre l'institution du service militaire universel et sa portée à trois ans en 1889, pour qu'à nouveau des voix antimilitaristes s'élèvent et soient entendues.

Si la CGT naissante ne s'affirme pas réellement antimilitariste dans ses premiers congrès, elle dénonce cependant la concurrence déloyale des ateliers dans les casernes et l'utilisation abusive des « soldats-ouvriers ».

L'antimilitarisme se développe au début du XX^e siècle pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il y a une pénétration plus forte de courants révolutionnaires qui prônent l'antipatriotisme, disant que « le prolétariat n'a pas de patrie » et que l'armée est « la plus affreuse conséquence du patriotisme ».

Ensuite il y a les faits. Clemenceau utilise l'armée pour contenir les grèves qui prennent de l'ampleur. Le « premier flic de France » envoie la troupe contre les mineurs en 1906 après la catastrophe de Courrières, contre les dockers et ouvriers charbonniers à Nantes en 1907, contre les vignerons du midi à Narbonne la même année ou contre les ouvriers employés dans l'extraction et le transport de sable à Draveil-Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges en 1908. Et cela devient une méthode gouvernementale dont font également les frais les postiers en 1909, les cheminots en 1910 et la fédération du bâtiment en 1911. Ce sont des morts, des blessés et des arrestations, y compris de premiers dirigeants comme Griffuelhes et Pouget.

Dans cette période, la CGT va aller très loin dans ses déclarations disant « qu'il faut [...] qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ». Ce sont les Bourses du travail qui sont les plus actives dans ces propagandes antimilitaristes par des publications comme *La guerre sociale*, *La Vie Ouvrière* ou *La bataille syndicaliste*. Mais on ne peut pas affirmer que cette agitation de congrès et ces mots d'ordre, aussi puissants soient-ils, aient réellement de l'effet dans les couches les plus profondes de la classe ouvrière.

Cette époque sent le soufre. Plusieurs échauffourées entre puissances occidentales ont lieu aux frontières des territoires colonisés et en octobre 1912, au moment où les menaces de guerres se précisent dans la poudrière balkanique, la réaction de la CGT est immédiate, fournissant dans ses journaux et tracts des éléments d'appréciation et de mise en garde.

En 1913, la CGT s'adresse à ses homologues autrichiens et allemands pour organiser des mobilisations communes en faveur de la paix. Mais ces syndicats retournent une

fin de non-recevoir, considérant que les décisions sur ces questions relèvent des partis socialistes et non des syndicats. Au sein de la CGT elle-même, des militants comme Gustave Hervé, qui a fondé *La guerre sociale*, journal antimilitariste, amorcent dès 1911 un virage qui la conduira à rallier l'Union sacrée en 1914. Les responsables les plus lucides du syndicalisme révolutionnaire sentent que leur doctrine ne prend pas parmi les masses.

Entre le congrès de 1908 où la CGT déclare que les travailleurs répondront « à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire » et le congrès extraordinaire de 1912 où la motion finale dit que « le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel [...]si [...] le pays au sein duquel nous sommes placés se lançait dans une aventure guerrière », nous sentons bien que les nuances ne sont pas négligeables. Lorsque la CGT mène campagne contre la loi des trois ans, la réaction gouvernementale est brutale. Jouhaux est arrêté et emprisonné quelques jours, et le président du Conseil, Louis Barthou, menace la CGT de dissolution. De fait, la confédération fait le choix de la prudence et lorsque certains éléments, comme Raymond Péricat du Bâtiment, demandent de se mobiliser le 14 juillet 1913, la proposition est rejetée par le CCN du 4 juillet et même les Bourses du travail réunies en conférence début juillet confirment cette circonspection.

Même si la CGT organise sur la Butte rouge un meeting pour la paix avec Jaurès et Jouhaux à la tribune qui rassemble près de 100 000 personnes en ce début juillet, elle a infléchi ses positions. Ses relations avec le parti socialiste sont alors plus étroites et elle prend la mesure de son isolement tant sur le plan national qu'international.

L'assassinat du Prince héritier de l'empire austro-hongrois par le nationaliste serbe Gavril Princip le 28 juin 1914 ouvre un cycle nouveau. Fin juillet, la CGT appelle encore à une action aux cris de « À bas la Guerre, la Paix, la Paix ». Le 31 juillet, Jaurès est assassiné au Café du Croissant par Raoul Villain. Trois jours plus tard, la guerre est déclarée et lors des obsèques de Jaurès le 4 août, Jouhaux annonce que la CGT rallie l'Union sacrée.

Comme antérieurement en 1870, lorsque la guerre est là, l'antimilitarisme et l'antipatriotisme perdent de leur influence sur le monde ouvrier, la défense de la patrie prend le dessus. Les grands discours pacifistes du mois de juillet n'ont plus de portée significative lorsque l'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 août.

La mobilisation générale se déroule sans anicroche et cela rend d'autant plus difficile toute opposition ouverte. Mais il convient tout de même de souligner que si les motions de congrès antipatriotiques parvenaient à être votées, il ne faut pas imaginer qu'elles remportaient une large majorité et encore moins penser qu'elles s'appuyaient sur la conviction des masses laborieuses.

Pour autant, peut-on dire que le syndicalisme pacifiste a disparu avec la guerre ? Eh bien pas totalement, il est resté au sein de la CGT comme dans le parti socialiste des militants irréductibles qui vont poursuivre le combat pour la paix même en temps de guerre.

Pénalisation du pacifisme

Au sein de la CGT, comme dans la SFIO, des voix s'élèvent contre cette acceptation de la guerre et le ralliement à l'Union sacrée. Il faut dire que le 7 août 1914, Louis Dubreuilh pour la SFIO et Léon Jouhaux pour la CGT participent à une réunion à la Sorbonne aux côtés de tous les courants politiques du pays, y compris l'extrême droite. Et le 26 août, Jules Guesde et Marcel Sembat entrent au gouvernement, le premier sans portefeuille et le second aux Travaux publics. A partir de septembre, il n'y a plus de démocratie, le pouvoir militaire contrôle tout en France. Il est écrit dans *La bataille syndicaliste* : « La pénalisation du pacifisme s'accompagne d'une dépénalisation de la violence nationaliste ». Ce sont des éléments qui ont de quoi irriter les tendances révolutionnaires de la CGT.

Dans la CGT, les bases syndicales sont démantelées ; les débats de fond n'ont plus lieu, la seule activité se résume à la solidarité envers les soldats ou leurs familles par des « soupes communistes » ou « cuisines communistes », dont même le nom va être prohibé pour cause d'Union sacrée. Les renseignements généraux peuvent écrire : « Les socialistes ont fait, à peu près unanimement, abandon de leur idéal pour faire cause commune avec le gouvernement et les bons citoyens ». Ceux qui résistent à ce conformisme ambiant font l'objet de répression et d'arrestations comme l'institutrice syndicaliste Julia Bertrand, le socialiste Joseph Cartier ou l'anarcho-syndicaliste Benoît Broutchoux. Pour exemple, même le député Raffin-Dugens est arrêté pour le simple fait d'avoir dit que le Kaiser était responsable de la guerre et non le peuple allemand, alors qu'il avait pourtant voté les crédits de guerre.

La revue *L'école émancipée* est interdite en octobre 1914 pour avoir publié des articles diffusant des idées internationalistes. Le mouvement ouvrier et ses militants mobilisés subissent la guerre de plein fouet. Le gouvernement intensifie la propagande favorable à la guerre et développe l'esprit patriotique placé au-dessus de tout.

Dans ce contexte, maintenir un militantisme pacifiste et internationaliste au sein d'une organisation syndicale comme la CGT ou politique comme la SFIO qui ont renoncé aux idéaux originels n'est pas chose facile dans un pays où tout propos divergent est fortement réprimé. Et pourtant, cette flamme pacifiste va être maintenue sur la base du principe selon lequel « les prolétaires de part et d'autre des frontières sont plus proches entre eux qu'avec les classes dirigeantes de leurs propres pays ». Les désaccords vifs qui ont lieu au sein de la CGT comme dans la SFIO sont tus aux militants syndicaux et politiques. Vaillant refuse de publier dans *l'Humanité* les tribunes contre la guerre venant de certains militants.

Pierre Monatte, qui diffuse par tract sa lettre de démission du Comité confédéral de la CGT, est envoyé au front en représailles. Mais l'opposition s'organise au sein du noyau fondateur de *La Vie Ouvrière*, au sein du Groupe des femmes socialistes dirigé par Louise Saumoneau, par des socialistes internationalistes russes exilés en France dont Léon Trotski ou Alexandre Lozovski. Des réunions informelles du groupe « La Vie Ouvrière » s'organise avec entre autres Alfred Rosmer, Alexandre Merrheim qui a le soutien des syndicats de la Métallurgie, Amédée Dubois, Fernand Lorient, Henri Guilbeaux.

La fédération des métaux refait paraître pour le 1^{er} mai 1915, dont la manifestation ne se tiendra pas, sa revue *L'union des métaux* avec une tonalité clairement

pacifiste. *La Vie Ouvrière* organise une diffusion clandestine. Le comité Saumoneau dépose des tracts dans les lieux publics ou dans les boîtes aux lettres. Mais le but principal des opposants à la guerre est de commencer par s'adresser en priorité aux militants pour convaincre et gagner des forces en interne. Et ce militantisme pacifiste prendra de l'ampleur lorsque des courriers envoyés du front par les soldats et décrivant l'horreur de la guerre seront diffusés.

Dans ce contexte, un autre courant oppositionnel va également se construire dans la SFIO dont le leader est Jean Longuet. C'est un courant beaucoup plus modéré car il marque une forme d'opposition, mais bien moins franche : il n'osera pas se démarquer lors du CN de la SFIO en juillet 1915 et votera la résolution approuvant les orientations de la direction confédérale sur le vote des crédits de guerre et la participation au gouvernement de ministres socialistes. Il faut noter qu'Albert Thomas va également entrer au gouvernement comme sous-secrétaire d'État puis ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre en mai 1915, il y restera jusqu'en septembre 1917. Toutefois, même faibles, les discours mitigés des « longuettistes » vont permettre à un plus grand nombre de faire valoir des avis divergents.

Dans la CGT, lors de la conférence du 15 août 1915, la motion portée par Merrheim et Bourderon, soutenue par la fédération des instituteurs dont les principaux dirigeants sont Hélène Brion et Fernand Lorient, remporte 25 % des suffrages dont ceux des métaux, des cuirs et peaux, de la chapellerie, de la céramique, des instituteurs, des broyeurs-tabletters, des tonneliers et du spectacle. Il faut préciser que le score obtenu par les pacifistes fait que le compte rendu ne sera pas publié dans *l'Humanité*. Cette motion est reprise en tract diffusé largement et les dirigeants des fédérations signataires se réunissent le lendemain. C'est en quelque sorte une fondation informelle du premier Comité, Merrheim pour la CGT et Bourderon pour la SFIO y étant désignés pour participer à la conférence internationale de Zimmerwald du 5 au 8 septembre 1915.

Cette conférence de Zimmerwald n'est pas une nouvelle Internationale, mais elle n'est pas non plus une petite rencontre. L'Internationale socialiste ayant été empêchée de se réunir par les « majoritaires de guerre », c'est donc en Suisse que des représentants socialistes d'Italie, de Suisse, de Russie, de Pologne, de Roumanie et de Bulgarie vont se rencontrer. L'Allemagne et la France ont aussi des délégués. Ce sont 38 délégués dont 13 sont membres du Bureau Socialiste International, parmi lesquels un certain Lénine, qui vont former cette conférence. Emprisonnée, Rosa Luxemburg ne peut y participer. Les Anglais ont été interdits de sortir du territoire, mais le Labour Leader publie et approuve le Manifeste de Zimmerwald. Le compte rendu de la conférence est publié sous le manteau en France et il obtient un certain succès, à tel point que la presse se sent obligée d'en parler, mais uniquement pour en faire une critique très négative. Le 7 novembre 1915, Merrheim organise une réunion publique pour en faire écho, Bourderon faisant de même du côté politique. Dans la foulée se crée le Comité d'Action International qui deviendra ensuite le CRRI, Comité pour la reprise des relations internationales. On y retrouve les militants de *La Vie Ouvrière* (révolutionnaires), de *l'École émancipée* (instituteurs syndicalistes), de *l'Action féministe* (femmes universitaires), de *La bataille syndicaliste* (CGT officieuse) et de *Temps nouveaux* (anarchistes). Les noms des leaders sont Merrheim, Marie Guillot, Lorient, Rosmer, Monatte, Dumoulin, etc.

Il est intéressant de noter le fort engagement des femmes syndicalistes et socialistes ainsi que des Jeunesses Syndicalistes, souvent mobilisées mais actives sur le front

dans la diffusion de tracts avec les risques que l'on connaît. L'ensemble de ces militant-es a subi de violentes attaques, diffamations, insultes, tentatives d'exclusion, intimidations. Saumoneau et Bourderon seront même, un temps, emprisonnés.

Le rôle du CRRI

Le CRRI est donc composé de deux sections, l'une socialiste, l'autre syndicale, et leurs réunions plénières se tiennent rue de la Grange-aux-Belles à la maison des syndicats. Le comité ne recrute que dans la sphère militante (syndicale ou organisation socialiste ou libertaire), leur crainte étant l'infiltration de mouchards à la solde de la police. Bien entendu, les tensions internes entre anarcho-syndicalistes et révolutionnaires ne sont pas éteintes, mais ils parviennent à travailler ensemble à l'extension du militantisme pacifique. Ils vont s'atteler à faire connaître les désastres humains sur le front, ce que la communication officielle ne dit pas. Et au cœur des combats, lorsque ces tracts ou brochures parviennent à être diffusés, ils font mouche auprès des combattants qui n'aspirent qu'à la paix.

Leur motif de lutte est aussi très spécifique, ils ne militent pas que pour la paix, mais pour une paix sans annexion, ni indemnité, sans vainqueur ni vaincu. Pour eux, le statu quo territorial doit coexister avec un changement social. Il s'organise et crée une commission composée de six syndicalistes issus des fédérations des métaux, des employés, de la maçonnerie, des tôliers et de deux terrassiers et six socialistes. Le nombre d'adhérents ne cesse de croître à partir de février 1916.

Au second trimestre 1916 se crée une forme de scission avec la création du Comité de défense syndicaliste mené par Raymond Péricat du Bâtiment. Cette branche du CRRI n'hésiterait pas à créer une scission de la CGT, alors que Merrheim est un fervent unitaire. Cette division va entraîner une dissolution de la section syndicale du CRRI. Malgré cela, à partir de décembre 1915, Jouhaux, méfiant, organise des réunions de « loyalistes » pour combattre les menées pacifistes, tenir l'organisation et publier des communications en faveur de la guerre.

Du côté des socialistes, il y a aussi des créations de Comités comme le CDSI (Comité pour la défense du socialisme international) créé par les « longuettistes ». Le pacifisme gagne du terrain et lors du CN de la SFIO d'août 1916, la motion minoritaire obtient 37 % des voix.

Une nouvelle conférence internationale se tient en Suisse à Kienthal fin avril 1916. Cette fois, la délégation française est interdite de franchir la frontière. Ce sont donc trois députés « longuettistes » qui profitent de leur statut pour s'y rendre, deux d'entre eux, Alexandre Blanc et Jean-Pierre Raffin-Dugens, sont aussi des instituteurs syndicalistes. Il en sort un appel qui dit :

« Exigez la fin immédiate de la collaboration socialiste au gouvernement des capitalistes de guerre ! Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre ! [...] Réclamez un armistice immédiat ! ». L'appel se termine en demandant « que dans tous les pays, les gouvernements sentent grandir en vous la haine de la guerre et la volonté de revanche sociale, et l'heure de la paix sera avancée. »

Mais les crédits seront tout de même votés, y compris par les « longuettistes », mis à part bien sûr les délégués ayant participé à la conférence de Kienthal.

À la CGT, une deuxième conférence se tient fin décembre 1916, et les minoritaires pacifistes marquent le pas dans leur influence, le vote de leur motion reculant de 25 à 21 %.

Du côté de la SFIO, le congrès se tient au même moment, mais avec le poids des modérés « longuettistes », la majorité de guerre n'obtient que 54 % des mandats. Toutefois, les majoritaires bloquent l'accès à la Commission Administrative Permanente des minoritaires et refusent que ces derniers puissent s'exprimer dans *l'Humanité*, arguant du fait que « le journal du parti manquerait d'homogénéité ».

L'année 1917 est marquée par les révolutions russes et le CRRI va en faire un usage de propagande pour rallier le plus grand nombre à l'idée de possibles révolutions sociales à l'ouest de l'Europe. Dans le même temps, les mutineries se développent sur le front et seront brutalement endiguées par une répression féroce que le pouvoir aura du mal à cacher. Nous le savons aujourd'hui, des centaines de soldats seront fusillés pour désobéissance ou actes de révolte, d'autres seront emprisonnés ou condamnés aux travaux forcés.

La déception est grande quand la Russie va dans un premier temps se maintenir dans la guerre, mais aussi plus tard lorsqu'elle va signer isolément avec l'Allemagne ce que le CRRI nommera « le désastreux traité de Brest-Litovsk ». L'arrivée au pouvoir des bolcheviks va avoir un impact qui montera en puissance tardivement dans le mouvement ouvrier. Pour comprendre cette influence tardive, il faut mesurer le contexte. L'armée française va intervenir contre les bolcheviks à partir de l'été 1918, les révolutions naissantes en Allemagne et en Hongrie seront des échecs, et une hostilité va naître dans la population contre le bolchévisme qui signifie surtout le refus de rembourser le fameux emprunt russe.

La nomination de Clemenceau à la tête du gouvernement sonne la fin de la participation socialiste au gouvernement, lequel renforce la répression contre les pacifistes. C'est un véritable règne de terreur qu'il instaure à leur encontre. On peut dire que pour les militants du CRRI, 1917 sera l'année de tous les espoirs mais des espoirs qui seront rapidement déçus.

En décembre 1917, une troisième conférence de la CGT se tient. Les majoritaires de guerre opèrent un changement d'orientation en se rapprochant des conceptions pacifistes. Le texte adopté ne dénonce pas de façon explicite l'adhésion à l'Union sacrée mais revendique une paix sans annexion ni contributions. Ce texte, qui fera l'unanimité, n'appelle pas les majoritaires de guerre à se déjuger sur leur attitude depuis août 1914, ni à modifier les orientations contre-révolutionnaires prises par Jouhaux sur sa politique de présence et sur les projets lancés de réformes sociales. Jouhaux a bien senti le changement dans sa base sociale durant cette année 1917, certains diront que ce n'est pas Jouhaux qui a tourné mais que c'était le vent. Albert Thomas ayant quitté le gouvernement, Jouhaux ne peut plus espérer de sympathie de la part de la direction de l'État. Sa politique de présence et de négociations ne produira pas énormément d'effets positifs.

Sur le plan social, l'année 1918 voit se développer des grèves importantes et ouvertement pacifistes, à l'exemple des usines d'armement de Bourges. Les leaders sont arrêtés, sanctionnés et pour partie envoyés au front. Le CDS organise un congrès syndical minoritaire à Saint-Étienne. Il est suivi d'une vague d'arrestations et d'emprisonnements, dont celui Raymond Péricat.

A Paris, le 8 mai, 3 500 grévistes du Bâtiment qui se réunissent pour appeler à la paix. Le 14 mai, 10 000 grévistes se rassemblent à Paris. Mais les instances nationales

de la CGT ne les soutiennent pas, mais malgré cela, les syndicats enregistrent de nombreuses adhésions. À partir de cette période, Merrheim s'éloigne du CRRl et se rapproche de la direction de la CGT avec les concessions faites par Jouhaux. Il y a un recentrage de la fédération des métaux sous l'impulsion de Raoul Lenoir. La division syndicale rend ces mobilisations éphémères.

Les divisions sont aussi très perceptibles au sein de la SFIO. En juillet 1918, les majoritaires de guerre sont renversés et n'obtiennent que 41 % des voix lors d'un CN.

L'armistice du 11 novembre ne signe pas pour autant la fin de la politique de guerre. Les mesures antidémocratiques en vigueur depuis août 1914 perdurent. Il en va de même de la censure jusqu'en octobre 1919. La lutte franco-britannique contre les bolcheviks se poursuit. Il y avait toujours cet espoir révolutionnaire gagnant les pays de l'Ouest mais l'échec des révolutions en Autriche, en Allemagne et en Hongrie brise cette espérance.

Les luttes sociales connaissent un grand essor et permettent l'aboutissement de revendications importantes à l'exemple de la journée de huit heures en avril 1919, juste avant un 1^{er} mai qui s'annonce massif et très revendicatif. Le retour des soldats, l'exclusion des femmes des usines alors qu'elles avaient été fortement mises à contribution durant la guerre, la montée du chômage, les restrictions, cet ensemble forme un creuset favorable à la mobilisation.

En juin 1919, le traité de Versailles est signé et le nom du CRRl disparaît peu à peu, même si certains militants vont tenter de poursuivre son action notamment pour le désarmement. Marthe Bigot, institutrice, syndicaliste, féministe, dirigeante socialiste puis communiste écrira : « Le militarisme, le capitalisme, les conquêtes coloniales, c'est l'hydre dont il faut trancher toutes les têtes faute de quoi celle qui reste aide les autres à repousser. » Madeleine Rebérioux estimait qu'elles et ils étaient les vaincu·es de l'histoire, militant·es d'une paix juste et durable qui ne se fit pas, qui furent ensuite tendu·es vers une révolution mondiale qui ne se produisit pas. L'influence des pacifistes révolutionnaires sera suffisamment influente au sein de la CGT pour qu'elle s'oppose majoritairement au traité de Versailles même si cela ne fait pas l'unanimité.

Ceux qui sont restés au CRRl jusqu'en 1921 ont eu un parcours militant assez homogène. Ils ont participé à la création de Comités Syndicalistes Révolutionnaires au sein de la CGT. Ils ont joué un rôle important dans la création du PCF. Parmi les syndicalistes, nous les trouvons de fait dans la CGTU au moment de la scission de 1922, à l'exemple de Marie Guillot.

Mais on retrouve aussi beaucoup d'entre eux dans les années 1930-1931 dans le « Comité des 22 » pour l'unité et l'indépendance syndicale, critiquant à la fois la CGT pour ses orientations réformistes mais aussi la CGTU pour sa proximité trop importante avec la PCF.

Divergences CGT-CGTU

Dans l'entre-deux-guerres, avec la scission de la CGT et la création de la CGTU, des divergences similaires vont apparaître. Au sein de la CGTU, ceux qui souhaitaient une paix sans annexion ni contribution vont s'opposer à l'occupation de la Ruhr. Il en va de même concernant les premières guerres coloniales avec les mobilisations à l'appel de la CGTU contre l'engagement des troupes françaises en appui de l'armée

espagnole dans la guerre du RIF ou contre les menées impérialistes françaises en Syrie. Dans cette période, sous l'influence du concept avancé par Lénine sur la notion de guerres justes et de guerres injustes, l'approche pacifiste évolue y compris dans la CGTU. Cela s'illustre par la déclaration de Monmousseau lors du 3^e congrès de la CGTU à Paris, qui affirme que « les militants révolutionnaires ne sont pas contre toutes les guerres », position qu'il qualifie de « simpliste ». Il ajoute : « L'expérience de la lutte des classes démontre que cette lutte se transforme en lutte violente allant jusqu'au conflit à main armée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière [...] Les Marocains, les Rifains, les Algériens, les Tunisiens sont en état de légitime défense face à l'impérialisme français. »

Quand la CGTU tente de mobiliser contre ces actions françaises qu'elle qualifie d'impérialistes, la CGT confédérée prône la neutralité. Elle prend une position officielle contre l'occupation de la Ruhr mais Jouhaux, en tant que vice-président de la FSI, appelle à prendre appui sur la Société des Nations nouvellement créée pour s'occuper des conflits et refuse tout appel à mobilisation avec la CGTU contre les guerres coloniales où la France est intervenante directe.

Le pacifisme que l'on peut qualifier d'absolu porté par certains militants CGT va prendre un drôle de visage à l'approche et durant la Seconde Guerre mondiale. La guerre d'Espagne va faire naître les premières divergences. Alors qu'une majorité de militants de la CGT et notamment les ex-CGTU vont réclamer une intervention française pour aider les républicains espagnols, une tendance, « Syndicats » du nom de son journal, va voir le jour dans la CGT sous la direction de René Belin pour s'opposer à cette option au nom du pacifisme.

Puis, lorsque seront signés les accords de Munich le 30 septembre 1938 par Chamberlain, Daladier, Mussolini et bien entendu Hitler, ce sont les mêmes qui appelleront à soutenir le gouvernement au nom d'une garantie de paix. Ils restent toutefois minoritaires dans la CGT qui se prononce contre.

Il en va autrement lorsque Staline signe avec Hitler un accord de non-agression le 23 août 1939. Il faut rappeler que les Soviétiques se sont engagés au côté des républicains espagnols. À partir de 1937, les blindés soviétiques rencontrent d'importantes difficultés face à l'arrivée de nouveaux canons antichars allemands et les avions soviétiques sont rendus obsolètes à côté de l'aviation allemande. La guerre d'Espagne montre aux Soviétiques d'une part que leur industrie militaire n'est pas à la hauteur de celle du Reich, et d'autre part que les démocraties occidentales ne sont pas prêtes à s'engager dans un conflit majeur. Madrid tombe fin mars 1939. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'entre 1932 et 1938, les diplomates soviétiques explorent avec les autorités britanniques et françaises l'éventualité de constituer une alliance antifasciste. Cette politique est bien accueillie par le ministre français des Affaires étrangères, Louis Barthou, et permet des négociations qui aboutissent en 1935 au traité franco-soviétique d'assistance mutuelle. Toutefois, à la mort de Barthou, son successeur Pierre Laval n'est pas favorable à une alliance soviétique, il préfère un rapprochement de la France avec les petits pays d'Europe centrale restés profondément pacifistes et ne croit d'ailleurs pas qu'Hitler veuille la guerre.

L'accord de non-agression germano-soviétique aura une répercussion importante dans la CGT. Du côté gouvernemental, c'est une politique anticomuniste qui sera menée. Et dans la CGT, les syndicalistes communistes issus de la CGTU sont exclus. De ce fait, l'influence de la tendance « Syndicats » de Belin va progresser au sein de l'organisation. Et c'est toujours au nom du pacifisme que ses militants vont

contribuer à la chasse aux communistes et appuyer Pétain lorsqu'il va abdiquer et signer la capitulation de la France. Et c'est ainsi que Belin entre au gouvernement de Vichy comme ministre du Travail avec les mesures contenues dans sa fameuse « Charte du Travail ». Il cautionne dans la foulée les lois contre les juifs. Je n'insiste pas sur la suite des événements avec la construction de la résistance armée dans laquelle la CGT a tenu une place importante. La réunification de la CGT en avril 1943 facilitera la construction pluraliste du CNR et elle concourra à l'élaboration de son programme. Puis viendront les grèves insurrectionnelles menées par la CGT à l'été 1944 qui contribueront à la libération du pays.

Comme après la Première Guerre mondiale, en 1945, il y a une vraie aspiration populaire à la paix. Et pourtant, le sujet de l'Indochine n'a pas réellement ému la population française. Au sortir de la guerre, la France est aux prises à de nombreux problèmes, à la joie de la Libération succède la souffrance de la reconstruction du pays avec son lot de privations. En Indochine, les Vietnamiens ont combattu les Japonais et la capitulation du Japon donne une légitimité à ce peuple de réclamer son indépendance. Les négociations qui ont lieu à la suite de l'accord du 6 mars 1946, reconnaissant la RDV comme un État libre mais pas indépendant puisque inclus dans un concept nouveau « d'Union Française » qui est un dérivatif de l'Empire, vont aboutir à un échec. Lorsque Hô Chi Minh vient en France à l'été 1946 pour négocier un vrai traité, il est plein d'espoir. Mais c'est rapidement la désillusion. Dès l'automne, malgré le « modus vivendi » signé le 14 septembre, il suffit d'une échauffourée entre Vietnamiens et Français en novembre pour que les batteries françaises fassent abattre sur Haïphong un bombardement qui détruit presque intégralement la ville le 23 novembre, occasionnant la mort de 6 000 Vietnamiens.

La guerre d'Indochine est déclenchée, mais elle n'est pas qu'une guerre franco-vietnamienne, elle doit être inscrite dans le contexte de guerre froide qui s'ouvre. Si les USA soutiennent la France dans ce conflit, c'est parce qu'elle symbolise le socialisme contre le « monde libre ». L'humanité passe à plusieurs reprises au bord du conflit mondial (en 1948 avec le blocage de l'enclave de Berlin, entre 1950 et 1951 avec le front de Corée et sur le front indochinois).

A partir de 1947, le fossé se creuse en France. Il y a la coalition qui va de la SFIO à la droite traditionnelle, MRP en tête. Même s'ils les critiquent, les gaullistes du RPF partagent leurs positions guerrières, et la CFTC et FO se placent dans ce camp. De l'autre côté, ce sont le PCF, la CGT et quelques mouvements démocratiques qui sont unis sur au moins un point, celui de la paix.

Le gouvernement s'aligne sur la politique internationale des USA, accepte le réarmement accéléré et applique une politique sociale très répressive à l'exemple des mineurs de 1948. Mais la CGT, malgré la scission, et le PCF parviennent tout de même à organiser des actions majeures pour la paix.

Contre la « sale guerre »

La CGT s'appuie sur quatre grands thèmes dans son argumentaire mobilisateur contre ce qu'elle nomme la « sale guerre » :

- L'internationalisme, la défense d'un peuple agressé qui s'inscrit dans la tradition du mouvement ouvrier. Benoît Frachon l'explique dans un long article dans *l'Humanité* en décembre 1949 intitulé « le Non de la classe ouvrière à la guerre ».

- La défense du véritable intérêt national de la France. Quelle est la cause de cette guerre ? Ce n'est pas dans l'intérêt de la France mais pour la banque d'Indochine qu'on exploite les « coolies » vietnamiens comme les ouvriers français. De plus, la CGT fait valoir que l'engagement des USA dans le conflit montre qu'il ne s'agit pas de la défense d'intérêts nationaux mais bien d'un combat international de l'Ouest contre l'Est.
- La contradiction entre l'argent mis dans une guerre ruineuse alors que les travailleurs sont en grande difficulté matérielle. Le budget de la Défense passe de 101,8 G Fr en 1946 à 428 G Fr en 1954, il explose à partir du début des années 1950.
- Enfin, la lutte contre la répression subie par les militants qui luttent pour la paix. C'est par centaines qu'il faut chiffrer les victimes de pratiques répressives. Les deux co-secrétaires généraux en font partie. Le Léap est emprisonné quelque temps ainsi qu'André Tollet et Lucien Molino, Frachon doit vivre un temps dans la clandestinité tout comme Marcel Dufriche.

Cela a un double effet. Certes, il y a un frein dans la mobilisation car la répression génère la peur d'être licencié, voire l'interdit professionnel. Mais dans un autre sens, cette répression étant injuste, l'argumentaire de la CGT porte ses fruits dans une opinion publique qui prend progressivement la mesure de ce qu'est véritablement ce conflit et de ses conséquences sur leur propre vie. L'arrestation du marin Henri Martin en mars 1950 est dans cette période une véritable « affaire Dreyfus de la IV^e République ». La campagne lancée pour « le marin de la liberté » gagne les coins les plus reculés du pays, même des syndiqués FO et CFTC s'engagent dans ce combat contre l'avis de leur centrale. Ce sera un des moments forts dans la lutte contre la guerre coloniale.

Mais il ne faut pas croire que l'engagement en masse des salariés contre ce conflit fut instantané. La CGT a dû vaincre nombre de résistances. Il y a le fait que les travailleurs ne sont pas immunisés contre la pénétration du racisme et du sentiment de supériorité des « blancs ». Ensuite, il y a la propagande gouvernementale et une grande partie de la presse affirmant que la France était agressée, que les « Viets » étaient une bande de pillards et d'agents de puissances étrangères. De plus, cette guerre est affichée comme dans l'intérêt de la France en défense de l'Union Française. Il y a l'attitude des autres organisations, FO, CFTC et CGC qui au moins jusqu'en 1952 affichent les buts et les méthodes de la guerre en Indochine. Et enfin, il y a le fait que très peu de Français se sentent concernés car c'est une guerre de militaires de carrière et les effectifs n'ont jamais dépassé 70 000. Ce qui implique que très peu de salariés ont eu l'un de leurs proches engagé dans le conflit.

Malgré ces freins à la mobilisation, au début de l'été 1949, le congrès des travailleurs des ports et docks engage « tous les dockers à ne plus travailler sur les bateaux en partance pour l'Indochine ». Les premiers mouvements en ce sens sont observés à Marseille, Dunkerque et dans les ports algériens et le mouvement s'amplifiera en octobre. Ce sera la corporation la plus active. Ces actions vont se poursuivre de 1949 à 1954, et il faut mesurer les conséquences qu'ont sur un docker de ne plus travailler. Ce sont les privations de nourriture pour la famille, c'est le risque de se voir retirer la carte de travail. C'est aussi affronter la police et des mouvements de groupes factieux envoyés sur les ports.

L'autre catégorie à s'engager fut celle des marins. Leur action a été très importante dans la coordination des informations avec les dockers sur la nature des chargements. Puis, à l'appel du CCN de la CGT de novembre 1949, ce sont les

cheminots, les métallos et des travailleurs de différentes corporations qui entrent dans le mouvement en bloquant des convois, par le refus de fabriquer des armes, par leurs participations aux manifestations, meetings ou journées de grèves. L'exemple connu est celui de cette jeune femme, Raymonde Dien, qui s'est couchée sur les voies ferrées à Saint-Pierre-des-Corps pour empêcher le départ d'un train chargé de matériel de guerre. Arrêtée, elle passera dix mois en prison.

Les dirigeants de la CGT veulent éviter que cette lutte ne soit que celle d'une avant-garde éclairée. Dans cette période, pas un numéro de la VO, pas un discours de Le Léap ou Frachon, n'a manqué de rappeler que le gouvernement menait une guerre injuste, criminelle, contraire à la Constitution et au droit international. La CGT a fait en sorte d'élargir le combat sur le plan international avec la FSM. Louis Saillant a œuvré avec force à l'organisation d'une semaine d'action en décembre 1953. 400 meetings se sont tenus dans toute la France, dans les entreprises, dans les villes. Près d'un demi-million d'insignes pour la paix au Vietnam ont été diffusés. Des recherches d'action unitaire avec des syndicats de FO et de la CFTC ont été engagées malgré l'opposition de leur direction confédérale, et plus la guerre durait, plus ces actions étaient fructueuses. En 1954, le mouvement s'est vraiment élargi.

Alors certes, la lutte pour la paix menée par la CGT n'a pas été le facteur déterminant de la fin du conflit et de la victoire du peuple vietnamien marquée par les accords de Genève signés le 20 juillet 1954. Il y a eu d'abord la détermination des combattants. Il y a eu l'aide considérable des pays socialistes. Mais il serait injuste de dire que ce mouvement en France n'a contribué en rien à cette victoire. Même les colonialistes convaincus comme Pléven, Laniel ou Bidault ont avoué que cette campagne qu'ils ont qualifiée bien sûr de « défaitiste » ne leur a laissé que très peu de choix.

La guerre d'Indochine à peine finie, la France s'engage dans un nouveau conflit colonial en Algérie. Mais cette terre algérienne est davantage considérée comme un prolongement de la métropole avec son administration et ses trois départements que comme une colonie. Le combat syndical portait plus sur une égalité des droits de tous les travailleurs que sur l'indépendance du peuple algérien. Le déclenchement des hostilités baptisées « les événements d'Algérie » par le gouvernement français va permettre à la CGT de clarifier sa position. Lors du congrès de Vienne de la FSM en octobre 1953, Alphonse Drouard, secrétaire général de l'UIS des Transports déclare : « La CGT soutient la lutte d'émancipation et d'indépendance des peuples coloniaux. Elle affirme en cette circonstance le droit des peuples à la libre disposition, allant jusqu'au droit à l'indépendance totale. »

La CGT face à la guerre d'Algérie

Au début des actions du FLN, en novembre 1954, la CGT reste sur cette ligne d'indépendance. Dans un entretien accordé au journal *Alger Républicain*, Benoît Frachon se prononce clairement dans le sens de l'indépendance. Cet article fera d'ailleurs l'objet d'une censure de l'administration française.

Du côté du PCF, la ligne est plus mouvante et les positions sont changeantes. Préparant les élections législatives, si le PCF n'a pas de mal à exiger la paix, il évite de prononcer le terme d'indépendance. Il est plus axé sur l'égalité des droits pour tous les habitants quelles que soient leurs origines. Il faut dire qu'au sein de la population métropolitaine, l'opinion est largement favorable à « l'Algérie française », y compris dans le monde ouvrier.

La CGT est légèrement en avance sur le PCF, comme le note Alain Ruscio. En mai 1955, Anissa Bouayed a trouvé la première utilisation du mot « indépendance » dans *Le Peuple* où il est écrit : « Des Algériens qui ne demandent qu'à vivre librement dans leur pays meurent, le chemin de l'indépendance est jonché de victimes du colonialisme. » *La Vie ouvrière* affirme, le 5 juillet, que les travailleurs de France exigent « le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris leur droit à une complète indépendance. »

Au fil des mois et à partir de l'été 1956, quand l'État envoie les appelés du contingent se battre en Algérie, l'état d'esprit de la population se modifie. Le retour des cercueils sur le port de Marseille et le poids économique de ce conflit armé qui s'enlise éclairent les consciences et montrent qu'il s'agit bien d'une guerre et non d'une « opération du maintien de l'ordre » comme la nommait jusqu'alors le gouvernement. Le message de paix qui faisait passer la CGT pour une organisation antipatriotique commence progressivement à infuser dans le peuple, même s'il ne faut pas confondre l'aspiration à la paix avec le soutien à l'indépendance du peuple algérien.

Ce qu'il faut mesurer, c'est que le lobby des ardents défenseurs de l'Algérie française a savamment distillé l'acceptation du fait colonial dans la société. Selon des statistiques de l'Insee, entre la fin de l'année 1949 et le début de l'année 1951, 81 % des Français sondés pensent que le pays a intérêt à avoir des colonies. Ce blanc-seing donné à l'entreprise coloniale s'accompagnait d'un racisme à l'égard des Arabes et d'une islamophobie que l'histoire telle qu'elle fut enseignée dans notre pays fait remonter très loin, certainement au Moyen Âge.

En juin 1958, Germaine Quillé représente la CGT au sein du comité des 110 pour « la paix en Algérie par la négociation », réuni à l'initiative du pasteur Voge à la salle Pleyel le 7 juin 1959. Les événements vont faire accélérer l'histoire avec le coup de force du 13 mai 1958 à Alger, quand les chefs militaires se retournent contre la République et menacent d'intervenir en métropole. Cela permet le retour de de Gaulle qui renforce les pouvoirs présidentiels par l'établissement d'une V^e République. Si dans un premier temps, de Gaulle poursuit et amplifie l'effort de guerre, il ne tarde pas à prendre ses distances avec les partisans de l'Algérie Française. Cela lui vaut une nouvelle tentative de putsch dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, qui sera un échec, et les « ultras » vont à partir de là poursuivre le combat au moyen du terrorisme aveugle prôné par l'Organisation de L'Armée Secrète. Les manifestations pour la paix s'accroissent. Le FLN étend son influence sur le sol de la métropole et le gouvernement instaure un couvre-feu visant les travailleurs algériens. La manifestation du 17 octobre 1961 contre ce couvre-feu est très sévèrement réprimée par la police du préfet Papon, elle se solde par des centaines de morts et des arrestations en masse de manifestants qui sont molestés par la police. Dès le 18 octobre, la CGT réagit par un communiqué du Bureau confédéral. L'UD CGT de la Seine tente d'unir les forces syndicales et affirme que la poursuite de cette guerre conduit à une fascisation du pays. Mais elle ne parvient pas à entraîner FO, la FEN ou la CFTC dans cet appel. La réaction populaire est loin d'être à la hauteur, ce qui est certainement un signe de ce racisme profondément ancré.

L'attentat au domicile du ministre de la Culture, André Malraux, le 7 février 1962, change considérablement la donne. La population est très remontée contre les actions terroristes de l'OAS. La victime est une jeune fille, rendue aveugle et défigurée par la bombe posée par les factieux. Cet acte odieux fait la Une de la

presse et la population s'en émeut. Les organisations syndicales parisiennes dans une unité large (CGT, CFTC, FEN, SGEN, SNI) appellent à manifester le lendemain pour dénoncer les actes terroristes de l'OAS et exiger la fin de la guerre. Le PCF et le PSU s'inscrivent dans cet appel. La préfecture dirigée par le même Papon tente de l'interdire, mais une foule immense défile dans les rues de Paris. En fin de manifestation, la police charge. Neufs manifestants, tous adhérents de la CGT, sont tués et des dizaines sont blessés dans le piège de l'entrée du métro Charonne. L'hostilité populaire va accélérer les négociations entre la France et le GPRA, et les accords d'Évian sont signés le 18 mars 1962, le cessez-le-feu est immédiat mais jusqu'au référendum algérien sur l'indépendance du 1^{er} juillet 1962, il y aura des affrontements et des morts dans chaque camp sur le sol algérien. Aujourd'hui encore, des « ultras » accrochés à l'Algérie française et leurs descendants dans des groupes d'extrême droite ou très conservateurs refusent de reconnaître la date du 19 mars et font des commémorations à la gloire des combattants pour « l'Algérie française » au mois de juillet.

La période de guerre froide a mis la CGT à rude épreuve sur la question de la paix. L'exemple le plus illustrant est celui de l'intervention soviétique contre le soulèvement hongrois du 23 octobre au 10 novembre 1956. Les débats sont âpres au sein de la CGT, Frachon et Le Léap sont sur des positions opposées. Le Léap dénonce l'ingérence soviétique alors que Frachon s'exprime dans *l'Humanité* en disant qu'il ne voit à titre personnel qu'une résurgence du fascisme dans ce soulèvement. Les mêmes déchirements s'expriment au sein du Mouvement de la paix, Germaine Quillé et Jean Shaeffer assistent à ces débats houleux. La position prise par le CCN de la CGT est de ne pas prendre position, ce qui montre que l'organisation est capable de prendre ses distances avec le PCF dans ces moments de tension.

Sur la question du déploiement des armes atomiques, la CGT est claire. Après Hiroshima et Nagasaki comme lorsque les Soviétiques se dotent de la bombe atomique avec son premier essai le 29 août 1949, la CGT se prononce contre ces armes de destruction massive. Elle affirme qu'elles ne font que fragiliser la paix et qu'elles ont un coût qui pèse sur la vie des travailleurs. D'ailleurs, les militants CGT s'engagent avec force auprès des salariés dans les entreprises pour faire signer l'Appel de Stockholm du 19 mars 1950 qui recueille 600 millions de signatures dans le monde dont 15 millions en France.

Germaine Quillé est élue au Mouvement mondial de la paix en 1958 et participe en 1961 à la conférence syndicale internationale de la FSM en vue d'un traité de paix avec l'Allemagne, d'une solution pacifique du problème de Berlin-Ouest et contre la guerre.

En revanche, en octobre 1961, au Mouvement de la paix français, Germaine Quillé refuse au nom de la CGT de condamner les expériences nucléaires soviétiques en disant : « il ne faut pas confondre les effets et la cause. La cause est le réarmement allemand ». La position de la CGT est que l'on ne peut pas condamner les Soviétiques et en même temps laisser les puissances occidentales développer l'arme nucléaire et autoriser l'Allemagne à se réarmer.

Les 18 et 19 mai 1963, la CGT s'inscrit dans un grand rassemblement de 50 000 personnes à l'initiative du Mouvement de la paix, demandant à la France de ratifier le traité de Moscou de 1962 interdisant les expériences nucléaires.

Dans cette période, la CGT s'engage contre la guerre menée par les USA au Vietnam et dans les congrès mondiaux pour la paix comme à Helsinki en juillet 1965. Durant toute la durée de la guerre au Vietnam, la CGT s'est engagée avec force pour la paix, en soutien au peuple vietnamien et contre les exactions commises par l'armée américaine dans cette région : meetings, signatures de pétitions exigeant la paix et le respect des accords de Genève, manifestations et rassemblements devant l'ambassade des USA. Chaque numéro du *Peuple* ou de la VO traite de cette question et exhorte les militants à se mobiliser.

Dans le même temps, le Mouvement de la paix marque des points. En 1972, deux traités sont signés entre les USA et l'URSS sur la non-prolifération des armes nucléaires sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Après deux ans de discussions de juillet 1973 à août 1975, les accords d'Helsinki sont signés par 35 pays dont les USA et l'URSS.

Combat syndical pour la paix, jusqu'à l'ONU

Malgré la position dominante de l'URSS au sein de la FSM, la CGT parvient à inclure dans les questions celles de la paix, du désarmement et de la solidarité avec les peuples en guerre pour leur libération et leurs syndicats.

Sans développer outre mesure, Jean Shaeffer, puis Jeannine Marest ont eu à cœur de poursuivre ce combat pour la paix dans toutes les instances internationales, y compris à New-York auprès de l'ONU. Jeannine disait qu'il était important de porter la parole singulière du syndicalisme, s'attachant à faire mesurer que la course à l'armement pesait sur les conditions de vie des salariés, mais aussi que seule l'amélioration des conditions sociales des salariés dans le monde pourrait être facteur de paix.

En 1980, l'installation de fusées américaines « Pershing » crée un nouveau débat au sein du mouvement de la paix, mais la raison l'emporte et la position prise sera « ni Pershing, ni SS20 ».

En 1982, Georges Séguy contribue largement au lancement de « l'Appel des cent » sur le thème « négocier à l'Est comme à l'Ouest, pour la sécurité des nations et pour que le désarmement devienne une réalité ». Cet Appel réunit un large panel de personnalités des mondes des arts, de la culture, des universitaires et chercheurs de renom dans diverses disciplines. La marche pour la paix qu'il organise à Paris le 20 juin 1982 rassemble 500 000 personnes. Une délégation composée de l'écrivaine Suzanne Prou, de Jacques Denis du PCF, de Maxime Le Forestier et de l'amiral Sanguinetti est reçue à l'ONU où elle reçoit le titre de « Messenger de la Paix ».

Bernard Lacombe succède à Jeannine Marest, il écrit de nombreux articles dans *Le Peuple* sur la paix et le désarmement ainsi que sur la guerre en ex-Yougoslavie. Il se déplace à Sarajevo et à Vudkar pour apporter le soutien et la solidarité de la CGT aux pacifistes serbes. Nous lui devons cette citation : « Être militant de la Paix, ce n'est pas être faible, manquer de courage ou de lucidité, au contraire, c'est oser la Paix. ».

Plus récemment, la CGT a créé les conditions de mobilisation contre les guerres en Irak en août 1990 à la suite de son annexion du Koweït. Les dockers ont alors renoué avec leur tradition par des actions concrètes, refusant de charger du matériel de guerre destiné à la monarchie saoudienne. *Le Peuple* publie un dossier complet sur les enjeux de ce conflit et sur les conséquences sociales d'une implication française.

Au début de l'année 2001, l'administration américaine et le gouvernement britannique font à nouveau bombarder l'Irak. Par la plume d'Alphonse Véronèse, la CGT condamne fermement cette intervention militaire et demande à la France de saisir l'ONU afin d'alléger les souffrances du peuple irakien.

Quelques mois après, ce sont les attentats terroristes du 11 septembre au cœur de New-York et Washington. Si la CGT apporte son soutien aux populations et aux salariés étasuniens, la CEC du 4 octobre appelle à la responsabilité des États-Unis et au sang froid pour résister à l'escalade de violences : « La guerre ne peut être une solution au terrorisme ». Le 7 octobre, les USA et la Grande-Bretagne interviennent militairement en Afghanistan. Le 11 octobre, une cinquantaine de mouvements pacifistes dont la CGT manifestent « contre le terrorisme et la logique de guerre, pour la paix et la justice ». Le 26 octobre, Georges Séguy accuse dans un communiqué l'armée américaine d'utiliser des bombes à fragmentation comme elle l'avait fait au Vietnam. Le 17 novembre est une nouvelle journée de manifestation « pour l'arrêt des bombardements et contre le terrorisme ». Une grande partie de la presse salue la mise en déroute des talibans. On le constate, les troupes américaines ont quitté ce pays en 2021 et depuis, la population et notamment les femmes vivent sous le joug de ces fanatiques religieux revenus au pouvoir.

Fin 2002, les USA accusent Saddam Hussein de détenir et de produire des armes de destruction massive. Colin Powell ment outrageusement devant l'ONU pour servir de prétexte à la guerre. La CGT, inquiète, publie un appel intitulé « Non à la guerre en Irak » et appelle à manifester le 14 décembre. Le 14 janvier 2003, ce sont des manifestations dans toute l'Europe à l'appel de la CES et au-delà dans le monde (USA, Afrique, Asie). La CGT annonce 200 000 manifestants en France. Un nouvel appel à manifester est lancé par la CGT le 15 mars mais la mobilisation s'amenuise. Le 20 mars, les USA et des forces de coalition se lancent tout de même dans un nouveau conflit armé en Irak. La CGT salue la position de la France prononcée par Dominique de Villepin devant le Conseil de sécurité de l'ONU, expliquant que la France s'opposait à une intervention militaire. La question de la paix tiendra une grande place dans le congrès de Montpellier qui se tient en ce mois de mars.

Si le syndicalisme tel qu'il s'est forgé à ses origines est pacifiste, il a toujours rencontré des difficultés à entraîner les masses dans son combat. De plus, nous pouvons noter que des définitions diverses peuvent être mises derrière ce concept. Le patriotisme érigé en valeur peut lui aussi conduire à des dérives nationalistes ou chauvinistes comme cela s'exprimait au début du XX^e siècle ?

Nous l'avons vu, les évolutions de ces concepts ne sont pas mineures. L'antimilitarisme et l'antipatriotisme des origines du mouvement ouvrier n'ont pas tenu lorsque la France a été directement concernée par la guerre. Après la guerre de 1870, la III^e République a développé le patriotisme par l'école et le service militaire. De plus, si la CGT évoquait cette question dans tous ses congrès avec des positions parfois radicales contre la guerre appelant à la grève générale, cette visée n'avait pas de réelles traductions mobilisatrices dans les masses laborieuses.

Celles et ceux qui ont maintenu ce cap durant la Première Guerre mondiale étaient très actifs mais bien minoritaires. Ce sont les horreurs de la guerre et sa durée qui ont fait monter dans la population et au sein des forces syndicales et politiques l'aspiration à la paix. La victoire de 1918 a produit un souffle de joie, mais comme

l'a écrit Maurice Agulhon, il fallait distinguer ceux qui saluaient la victoire de ceux qui étaient heureux de la paix revenue.

L'entre-deux-guerres montre les divergences d'approche. Il y avait le camp Jouhaux qui faisait confiance à la SDN et au wilsonisme pour installer durablement la paix dans le monde. Et il y avait les unitaires qui pensaient au contraire que le « traité de rapine » comme « la duperie de Genève » ne seraient pas des facteurs de paix dans le monde. L'impérialisme occidental, le colonialisme en Afrique comme au Moyen-Orient étaient pour eux des éléments précurseurs de guerres en devenir. C'est le concept léniniste de guerre juste et de guerre injuste qu'ils ont adopté, légitimant ainsi le soulèvement, y compris par les armes, des populations souhaitant se délivrer du joug colonial.

A partir de 1936, il faut aussi mesurer que le pacifisme absolu porté par la tendance « Syndicats » de Belin ou le SNI a pris des couleurs bien sombres, en soutenant la non-intervention au côté des républicains espagnols luttant contre les armées franquistes et en s'alliant au camp de Vichy et à la collaboration avec les nazis hitlériens.

Concernant les guerres coloniales menées par la France, il a fallu que les populations soient touchées dans leur chair et dans leur vie pour que les prises de conscience populaires de se mobiliser pour la paix prennent corps. L'engagement pour la paix et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pouvait entraîner des conséquences répressives terribles, et dans ces conditions, emmener les masses laborieuses dans ce combat syndical n'était pas chose aisée. De plus, le fait colonial était profondément ancré dans la population française, prenant des teintes de racisme et de xénophobie.

Durant la guerre froide, les actions de la CGT contre le développement des armes de destruction massive et notamment l'arme atomique furent essentiellement des actions militantes et institutionnelles, même si elles ont pris parfois des dimensions plus importantes avec un retentissement international. Ces prises de position ont généré au sein de l'organisation des débats parfois houleux quand il s'agissait de l'URSS. Mais lorsque de Gaulle en 1960 a réalisé les premiers essais nucléaires, le fait de posséder l'arme atomique comme gage d'indépendance et de sécurité a gagné l'opinion publique. De plus, faire de tels essais loin de notre sol, dans le Sahara ou dans les îles du Pacifique, a contribué à ne pas émouvoir les populations. Même si Mitterrand a adopté un moratoire sur les essais en 1982, lorsque Chirac a repris ces opérations en 1996, il n'y a pas eu de grandes réactions populaires contre cette décision, il a fallu l'intervention du gouvernement australien pour que cela cesse.

Concernant les guerres plus récentes, Irak, Afghanistan, Syrie et les opérations militaires en Afrique, la CGT a toujours condamné ces interventions armées des pays occidentaux et notamment lorsque la France était partie prenante, mais, sauf en de rares occasions, nous n'avons pas connu d'engagement massif au-delà d'un cercle de militants. Et surtout, la CGT s'est la plupart du temps retrouvée isolée sur le plan syndical dans ces combats pour la paix.

Face à l'extrême droite israélienne qui détruit Gaza et sa population, qui étend les colonisations en Cisjordanie, qui met à feu et à sang les pays du Moyen-Orient, la reconnaissance de l'État de Palestine par Macron est un pas important mais cela ne suffit pas. Les pays occidentaux doivent à tout prix faire cesser l'entreprise

génocidaire de Netanyahu par des sanctions économiques très lourdes et pour y parvenir, il faudrait un autre niveau de mobilisation.

Aujourd'hui, Macron et une grande partie des pays de l'UE font monter la pression sur le conflit russo-ukrainien. En difficulté sur la politique intérieure, Macron essaie de faire vibrer la fibre patriotique sur les questions internationales. Poutine répond par des provocations. Trump souffle le chaud et le froid avec Poutine et Zelenski et engage les pays de l'OTAN à augmenter leur puissance militaire en achetant bien sûr du matériel américain. Nous sommes peut-être à l'aube d'un conflit en Europe élargi aux forces de l'OTAN, avec une propagande forte. Et dans ces conditions, comment parvenir à mobiliser pour la paix ? Quand la fabrique d'armement peut être une source d'emplois ou de sauvetages d'entreprises, à l'exemple des fonderies de Bretagne ou de Renault pour les drones, s'opposer à ces productions comme le fait la CGT n'est pas une position simple à porter.

La « culture de paix » que porte la CGT depuis son origine et qu'elle associe à l'amitié et la solidarité entre les peuples, à la démocratie et à la justice sociale, à la coopération et au codéveloppement entre les nations, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, reste un chemin difficile à construire, mais cela ne doit pas faire perdre le fil conducteur de notre visée.